

L'eau en Europe de l'Est

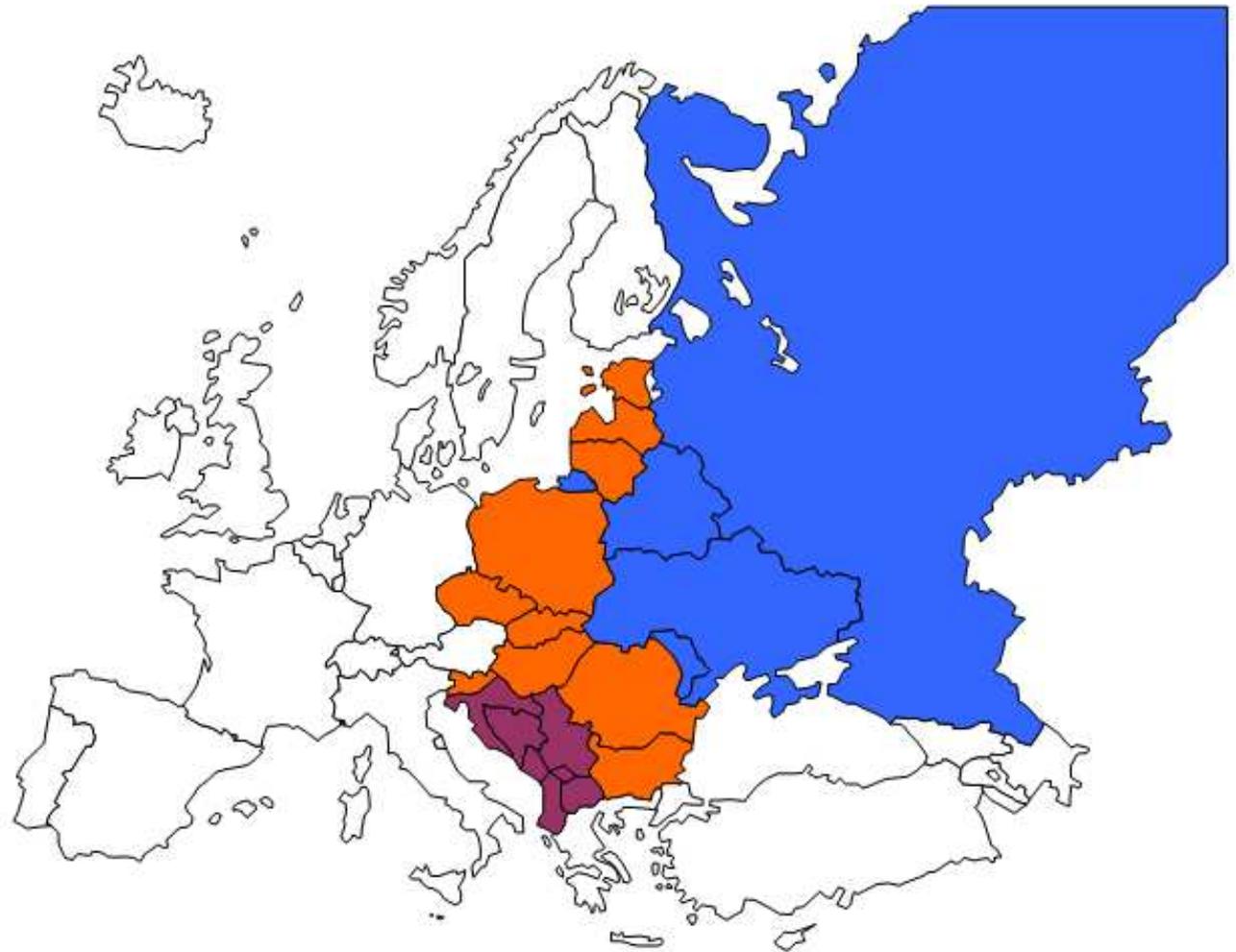
Conseil Economique, Social et Environnemental

3 mai 2010



Caractérisation de la zone

| | |
|--|---|
|  | Pays membres de l'Union Européenne (10) |
|  | Pays candidats à l'entrée dans l'Union Européenne (7) |
|  | Ancienne République Soviétique (4) |



Section 1

Spécificités de ces pays à la fin de l'ère soviétique



Ressources en eau

Des ressources en eau globalement abondantes :

- **Des reliefs montagneux** : les Carpates, les Balkans, les Alpes juliennes
- **Des fleuves puissants** : le Danube, la Volga, le Dniepr ou la Vistule
- **Des lacs importants** : le Balaton, le lac de Shkodra, le lac d'Okhrid, le lac Onega ou le lac Ladoga

Ressources en eau

Une qualité de l'eau très dégradée :

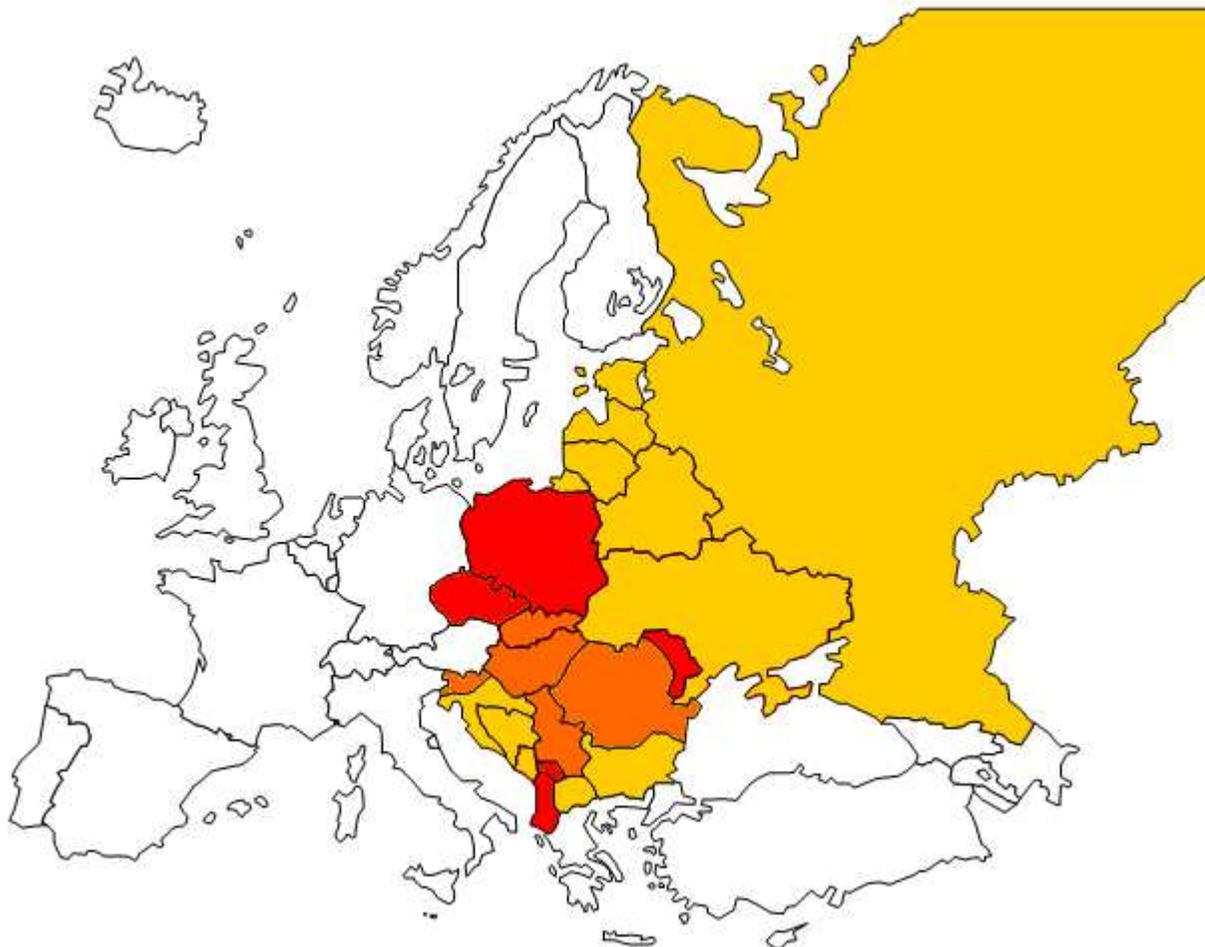
- Une collecte des eaux usées rejetées le plus souvent dans le milieu naturel sans traitement
- Une pollution industrielle accentuée : pollution chimique, pollution aux métaux lourds, déchets industriels et radioactifs

=> Un impact environnemental lourd sur les mers fermées : Mer Baltique, Mer Noire, Mer Caspienne

Section 1 : Spécificité de ces pays à la fin de l'ère soviétique

Population : des zones vastes et dans l'ensemble faiblement habitées

| Densité (hab./km ²) | |
|---|----------|
|  | < 80 |
|  | 80 - 120 |
|  | > 120 |



Etat des infrastructures à la fin du communisme

- Des taux d'accès à l'eau potable très inégaux entre villes et zones rurales
- Des services d'assainissement peu développés
- Une maintenance limitée
- Un personnel technique généralement qualifié mais avec une mauvaise connaissance du patrimoine
- Des réseaux et des unités de traitement vétustes appartenant à l'Etat

Consommation / Prix

- Peu de compteurs individuels
- Des consommations par jour et par personne élevées
- Un système de forfait peu économe des ressources
- Des systèmes d'alimentation en eau complexes et inéquitables dans les grands immeubles collectifs
- Des prix de l'eau très bas et non différenciés
- Une qualité de l'eau au robinet variable
- Des taux d'impayés importants dans les années 90

Analyse économique, coût et financement

- Pas de comptabilité et d'analyse économique
- Une connaissance des coûts d'exploitation mais pas des besoins d'investissement
- Des structures tarifaires recouvrant difficilement les coûts d'exploitation
- Aucune régulation économique du secteur
- Des déficits importants et récurrents conduisant in fine à un financement public de l'Etat

Des défis économiques et financiers considérables

- Des besoins d'investissements colossaux :
 - pour rénover les installations existantes
 - pour développer l'accès à l'eau dans les campagnes
 - pour étendre la collecte et le traitement des eaux usées
 - pour construire des unités d'assainissement

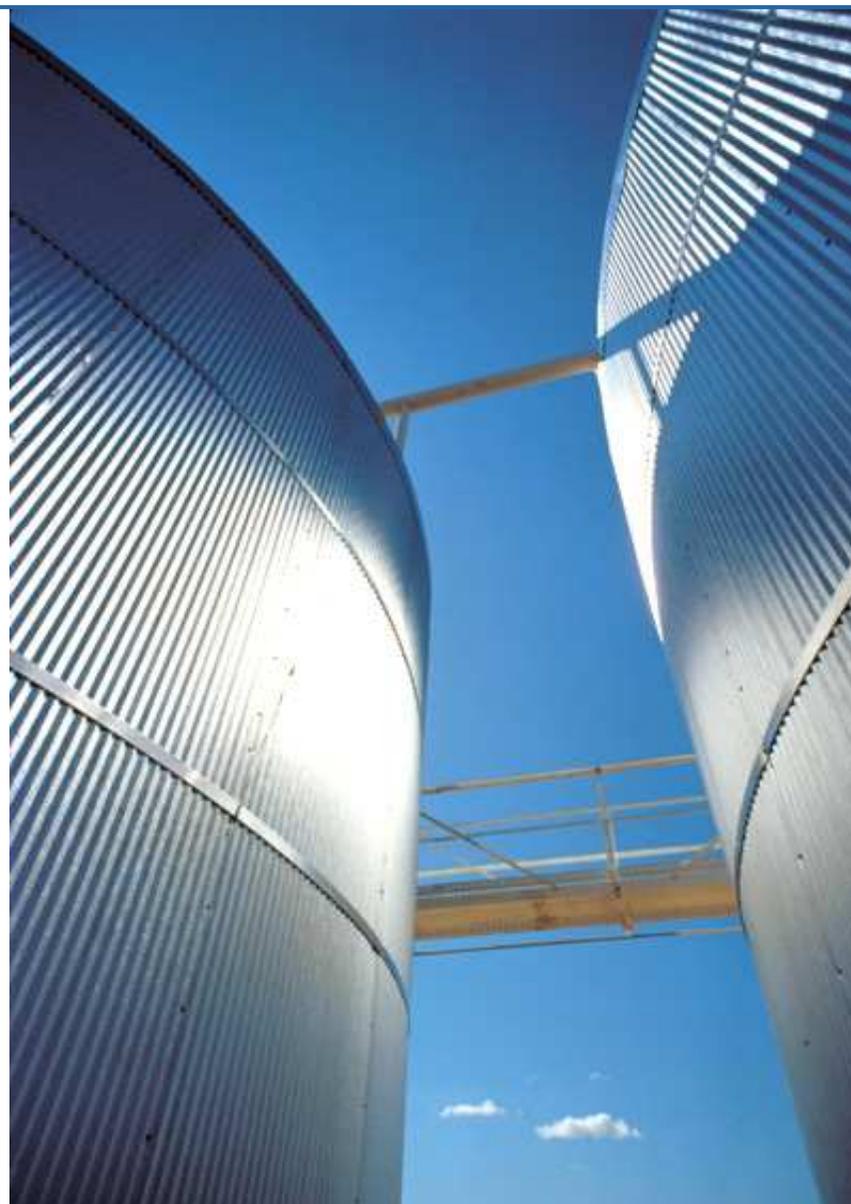
- Une situation financière inadaptée
 - des tarifs très bas
 - des financements publics en baisse

Section 2

Quelle est la situation 20 ans plus tard en 2010 ?

Trois exemples :

- l'Ukraine
- la Serbie
- la Roumanie



Section 2 : Quelle est la situation 20 ans plus tard en 2010 ?

Ukraine : la situation actuelle



- Les infrastructures ont été transférées de l'Etat aux municipalités en 1994
- L'augmentation des tarifs est strictement réglementée au niveau national
- Les capacités d'emprunt des collectivités demeurent limitées
- La mise en place progressive de compteurs a entraîné à une réduction de moitié de la consommation d'eau
- Une très grande fragmentation des services d'eau qui conduisent à des performances qui demeurent faibles
- Un taux d'accès à l'eau qui varie de 99% pour les villes et 26% pour les campagnes
- Un taux d'accès à l'assainissement qui est de 70% en zone urbaine et de 2% en zone rurale
- Peu d'unités d'assainissement opérationnelles

Section 2 : Quelle est la situation 20 ans plus tard en 2010 ?

Ukraine : le financement actuel du secteur de l'eau



- L'OCDE estimait dans sa stratégie que l'Ukraine devrait investir annuellement plus de 1 milliard d'euros en 2010
- Malgré une hausse continue des prix de l'eau, l'investissement demeure faible
- Les financements publics dédiés à l'eau ne représentent que 0,5% du budget national
- Pour autant les besoins de financement sont estimés à 15 milliards d'euros pour atteindre les standards européens

Ukraine : les orientations retenues



- La création d'opérateurs régionaux pour atteindre une taille critique et mutualiser les moyens
- Le développement d'entités multi secteurs (eau, assainissement, électricité, distribution de chaleur) visant à une mutualisation des ressources financières
- Une tarification des services d'eau et d'assainissement suivant les usages
- Des fonds nationaux et régionaux pour l'environnement qui prélèvent des ressources sur les activités polluantes
- Le développement d'un cadre permettant de favoriser l'endettement à LT des collectivités



Serbie : la situation actuelle

- Le secteur de l'eau a été lourdement pénalisé par l'implosion de l'ex-Yougoslavie et par les sanctions économiques jusqu'au début des années 2000
- l'Etat demeure propriétaire des infrastructures et la réforme institutionnelle conduisant à une décentralisation doit encore être menée
- Un prix de l'eau relativement peu différencié pour l'ensemble du pays : environ 0,4 euros/m³
- des taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement qui demeurent faibles en zone rurale
- 4% seulement des eaux résiduaires sont traités

Serbie : le financement du secteur de l'eau



- Les besoins d'investissement pour être en conformité européenne sont d'environ 500 millions d'euros par an
- Actuellement le financement de l'eau s'élève à 250 millions d'euros par an, très loin du milliard d'euros nécessaire pour couvrir les coûts d'investissement et d'exploitation
- Les ressources financières reposent sur le prix de l'eau, les subventions d'Etat et l'aide internationale qui représente moins de 1% des financements

Serbie : les orientations en discussion



Les Autorités orientent actuellement leur réflexion vers une stratégie financière faisant appel aux options suivantes :

- la coopération avec le secteur privé pour dégager des marges de manœuvre sur les coûts d'exploitation et l'optimisation des investissements
- une meilleure gouvernance s'appuyant sur une décentralisation et un meilleur contrôle budgétaire
- une augmentation progressive du prix de l'eau pour tendre vers le recouvrement des coûts
- une différenciation des prix suivant les usages

Un retard important susceptible d'être comblé relativement rapidement en Serbie et plus généralement sur la zone occidentale des Balkans compte tenu de la taille de la région et de l'arrivée prochaine des financements européens

Roumanie : situation actuelle et perspectives



- Face à une situation très dégradée et dans le cadre de son intégration dans l'UE, la Roumanie a entrepris de nombreuses réformes sur l'eau avec des objectifs ambitieux :
 - les lois sur la décentralisation ont conduit à transférer les infrastructures aux municipalités en 2001
 - création d'une régulation des services communaux à l'échelle nationale et d'un régulateur spécifique à Bucarest
 - développement de Apa Romana pour la gestion et la vente d'eau brute
 - l'accès à l'eau en zone rurale est passé de 33% à 50% en 10 ans et doit atteindre 85% en 2020
 - l'accès à l'eau et à la collecte des eaux usées en zone urbaine doit atteindre 100% en 2020
 - l'objectif est que les eaux usées collectées soient traitées à 100% avant rejet dans le milieu naturel en 2020

Section 2 : Quelle est la situation 20 ans plus tard en 2010 ?

Roumanie : le financement du secteur de l'eau



- La conformité européenne implique des investissements de 30 milliards d'euros dans l'environnement dont 19 milliards d'euros pour l'eau et l'assainissement
- D'ici 2018, c'est une dizaine de milliards d'euros que la Roumanie pourrait recevoir de l'UE
- Le solde, soit environ 9 milliards d'euros, sera partagé entre prix du service et financements publics relayés par des banques multilatérales telles que la BEI et la BERD



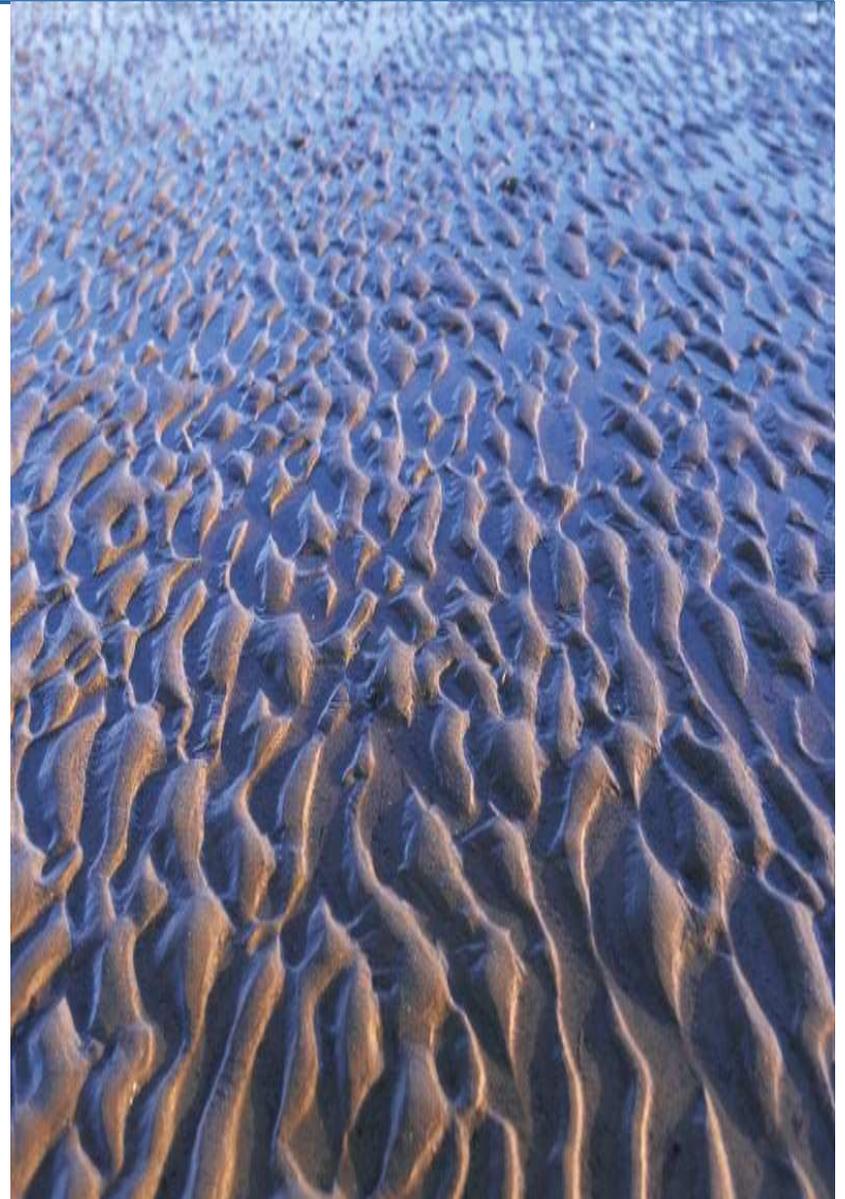
Roumanie : les instruments mis en œuvre

- **Les instruments financiers développés avec le soutien de l'UE**
 - le programme PHARE
 - les programmes ISPA et SAPARD (2001 – 2006)
 - le programme SAMTID (2004 – 2006)
 - les Fonds de Cohésion et les Fonds Structurels (2007 – 2013)

- **Les mesures mises en place par le gouvernement roumain :**
 - le développement d'opérateurs régionaux à l'échelle des judets pour atteindre une taille critique
 - une augmentation des prix de l'eau visant au recouvrement des coûts d'exploitation et d'une partie des coûts d'investissement
 - une augmentation des financements publics à l'échelle locale avec les «municipal bonds»
 - l'élaboration d'«in house rules» qui rendent complexes le développement des PPP dans le secteur de l'eau

Section 3

Conclusions



En Europe de l'Est, des mesures et instruments multiples ont été mis en place ces dernières années visant à :

- Augmenter les ressources financières dédiées à l'eau (financements publics, prix, fonds pour l'environnement, financements LT à taux faibles des IFIs, mutualisation des activités)
- Réduire les coûts (transferts d'actifs, réduction de la production d'eau grâce au comptage, opérateurs régionaux, meilleure gouvernance et régulation, optimisation des coûts d'exploitation et de gestion, maîtrise des coûts d'investissement, appui du secteur privé)

Toutefois, dans la politique des 3 T (Tariffs, Taxes, Transfers), c'est le 3^{ème} T qui constitue le véritable miracle pour les pays de l'Est de l'UE et il s'appelle :

Les Fonds de Cohésion et Fonds Structurels :

plus de 30 milliards d'euros

Votre Contact

Guy Leclerc
Directeur Eau et Grands Projets
+ 33 1 56 57 82 30
guy.leclerc@fr.pwc.com